

## Quand la crise sanitaire se double d'une crise économique et sociale !

La Réunion, comme La France dans son ensemble, a été prise de court le 17 mars 2020 par une mesure de confinement historique. Décidée par le gouvernement afin de faire face à la pandémie de coronavirus (Covid-19), cette restriction sanitaire hors norme a eu l'effet d'une bombe sur la dynamique économique et sociale du territoire.

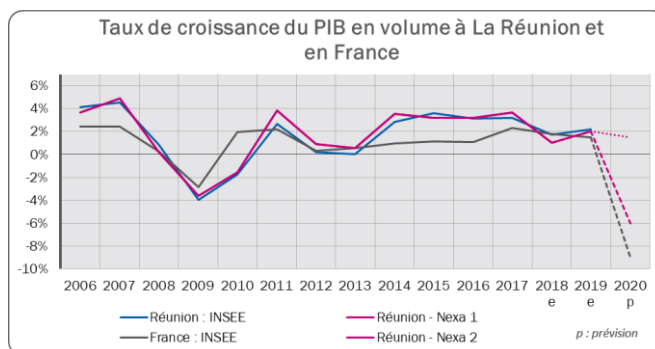
Les signaux avant-coureurs étaient quasi inexistants. Lors de l'apparition du virus en Chine dès janvier, les pays occidentaux observaient d'un regard lointain et curieux ce pays qui confinait une ville entière et construisait un hôpital en quelques semaines. Puis, la crise sanitaire s'est brusquement répandue à l'ensemble du globe, amenant les autorités locales à prendre des décisions aussi sévères.

Dans l'île, l'arrêt du jour au lendemain de la plupart des activités économiques dites non essentielles (n'incluant pas la santé, l'énergie, l'eau et les déchets) a mis à terre la quasi-totalité de l'économie. En conséquence, les indicateurs économiques et autres sondages d'opinion se sont tous effondrés dans des proportions hors du commun.

Dans le même temps, l'Etat déployait un important arsenal de mesures économiques destiné à soutenir les entreprises : remboursement à hauteur de 70% du chômage partiel, report des échéances sociales et fiscales, report de paiement des loyers, mise en place d'un fonds de solidarité national et régional, mobilisation des banques à travers les prêts garantis par l'Etat...

A fin mai, un total de 850,5 M€ d'aides avait été accordé au travers des différents dispositifs et 15 726 salariés avaient bénéficié de la prise en charge de l'activité partielle.

« Toutes choses égales par ailleurs », en tenant compte des acquis des premiers mois, notre modélisation du PIB pour La Réunion estimait dans un premier temps une croissance en volume de 1,5% en 2020, légèrement en deçà de celle calculée en 2019 (2%).



Sources : INSEE, Cerom, calculs Nexa

Prévisions construites à partir des comptes définitifs (base 2014), des comptes rapides CEROM (INSEE-IEDOM-AFD) et de modélisations économétriques reposant sur des indicateurs économiques (déflateur IPC).

Afin d'intégrer l'impact du confinement sur l'économie, nous avons établi une nouvelle méthodologie reposant sur une pondération sectorielle, avec une base de 2 mois de confinement et des durées de retour à la « normale » variables : 2 mois pour un premier scénario et 4 mois pour un second. Cette méthodologie indique alors une chute de la croissance à -6% dans le premier cas et jusqu'à -7,9% dans la seconde hypothèse.

Notre estimation concorde avec l'analyse de l'INSEE : l'institut a évalué la perte d'activité immédiate liée à la crise sanitaire à -28% à La Réunion, contre -33% au niveau national.

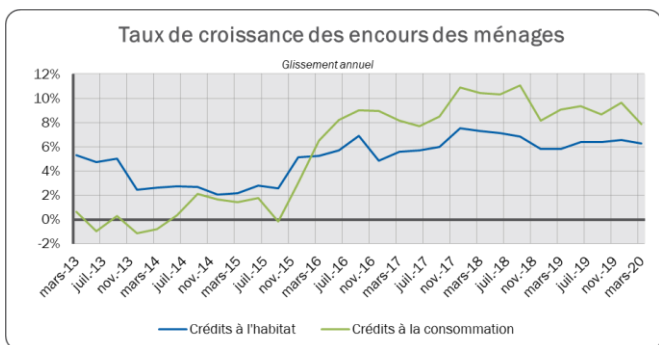
### Sommaire :

- La tendance macro-économique
- La perception sectorielle
- Les événements marquants récents
- Les perspectives à court et moyen terme

### Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY  
Rédaction : Frédéric LORION  
Conception et édition : Nexa  
Contact : [observatoire@nexa.re](mailto:observatoire@nexa.re)

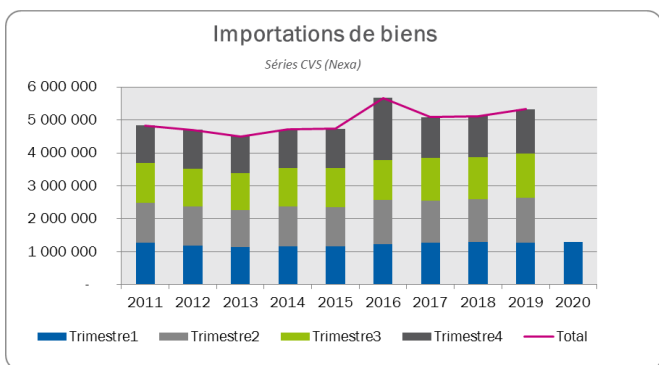
## La consommation n'a pas faibli



Source : IEDOM

La limitation de la circulation des agents économiques a finalement eu peu d'impact sur la consommation finale. Quasiment inchangés par rapport au trimestre précédent, les encours de crédits à la consommation des ménages ont atteint 2 540 M€ à fin mars. En taux de croissance, l'indicateur perd 1,8 point mais reste dynamique à près de 8% en croissance annuelle.

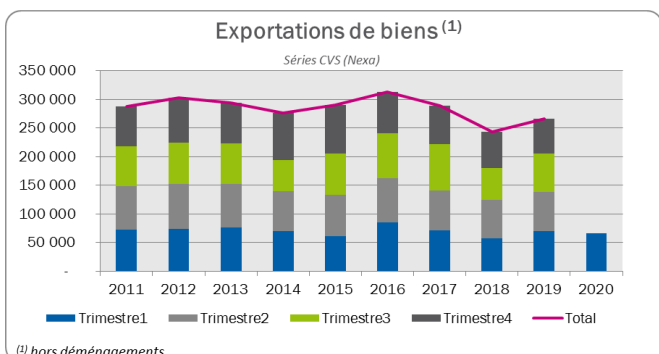
## Le commerce extérieur en hausse, au bénéfice d'un effet d'inertie



Source : Douanes

Rare indicateur à afficher une tendance positive au premier trimestre, les importations ont progressé de 1,4% en un an. Ce résultat surprend peu puisque les commandes ont été effectuées antérieurement à la crise sanitaire déclarée à la mi-mars. Sur la période, La Réunion a importé 1 180,6 M€ de marchandises.

Malgré des évolutions divergentes, les principaux postes n'ont pas variés : ils concernent les produits des industries agro-alimentaires (193,3 M€, -14%), les matériels de transport (187,5 M€, +9%) et le charbon (110,3 M€, +29%).



(1) hors déménagements  
Source : Douanes

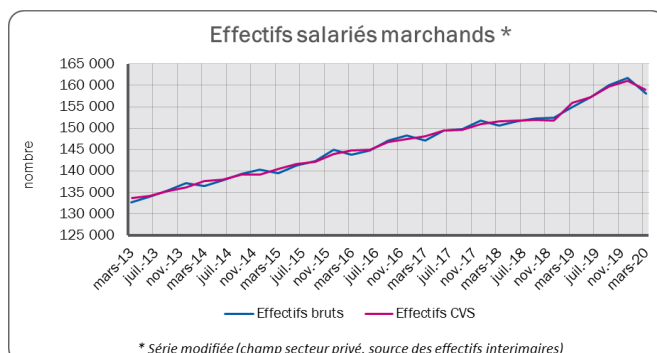
Du côté des exportations, le volume de marchandises

bien que légèrement en dessous du premier trimestre 2019 (-5,5% à 70 M€), est resté au niveau de la moyenne des dernières années.

Les principales positions à l'export sont représentées par les produits des industries agro-alimentaires (40,3 M€, +23%), les matériels d'occasion à la revente : transport (13,5 M€, -29%) et équipement (9 M€, +7%).

## L'emploi ébranlé via les contrats précaires

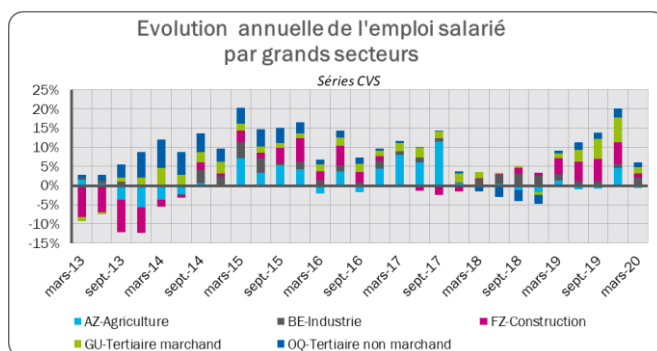
Les effectifs salariés ont directement été affecté par le confinement. Alors qu'ils suivaient une tendance haussière et avaient atteint un sommet en décembre 2019, ils ont subi un net recul par rapport au trimestre précédent. Les gains acquis pendant un an ont toutefois été préservés. A fin mars 2020, 158 000 salariés étaient en poste dans les entreprises de l'île, soit 2% de plus qu'un an auparavant.



Source : ACOSS

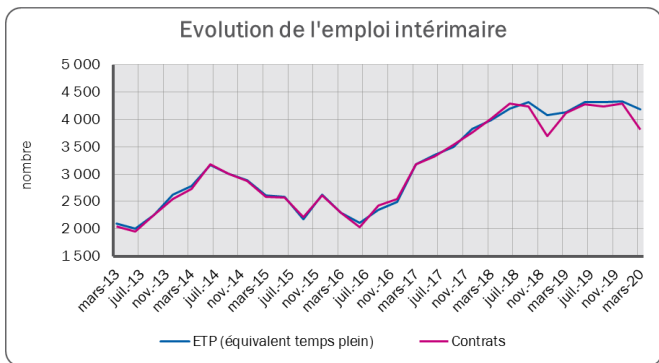
Par rapport, au premier trimestre 2019, la progression annuelle de l'emploi salarié repose principalement sur les secteurs de l'industrie, du tertiaire marchand (les services), et les activités non marchandes, soit respectivement +2%, +1,6% et +1,2%.

Accompagnant les restrictions de déplacement, les entreprises qui le pouvaient ont eu recours au télétravail mais la plupart se sont surtout tournées vers la prise en charge du chômage partiel à 80% par l'Etat.



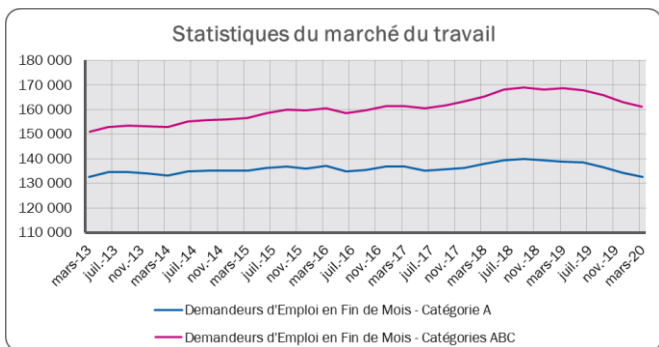
Source : INSEE

Les premiers à être touchés par la mesure de confinement ont été les intérimaires, les contrats à durée déterminée et les emplois aidés. Ainsi le nombre de contrats intérimaires a chuté de -11% par rapport au trimestre précédent et de -7,3% sur une année. Ce constat n'est pas sans rappeler l'impact de la crise des Gilets Jaunes en novembre 2018, démontrant un rôle de variable d'ajustement.



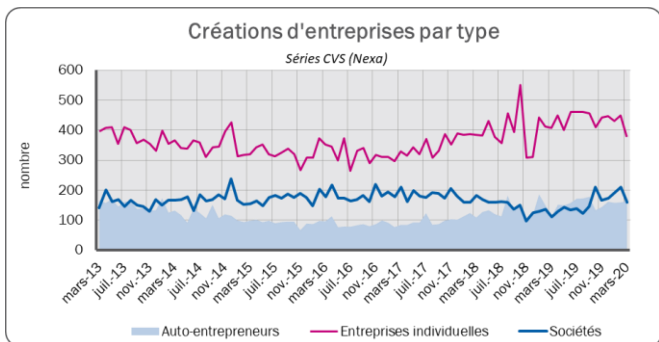
Source : Dares

Par ailleurs, une diminution des demandeurs d'emplois est apparue en trompe l'œil. L'interdiction de déplacement a empêché les personnes en recherche d'emploi d'effectuer leurs démarches. De fait, et par définition, leur nombre a été réduit dans les fichiers de Pôle Emploi. A fin mars, l'organisme comptait 132 700 en catégorie A et 161 220 en catégories ABC.



Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

## Les créations d'entreprises contraintes par le confinement



Source : INSEE

Au regard du premier trimestre 2019, les créations d'entreprises ont été nettement plus nombreuses : 1 849 ce trimestre contre 1 682 un an auparavant (+9,6%). Les prétendants à l'entrepreneuriat ont été plus déterminés cette année alors que 2019 se remettait à peine des soubresauts des Gilets Jaunes.

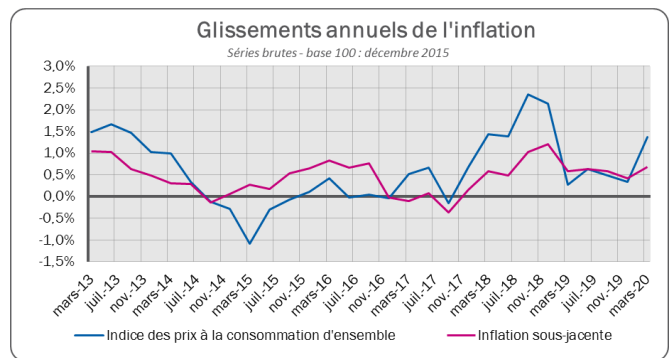
Toutefois, l'analyse mensuelle des données dévoile une forte chute en mars 2020, de -20,6% par rapport au mois précédent, marquant l'effet paralysant du confinement qui a rendu impossible les démarches à effectuer par les entrepreneurs.

A noter que la catégorie des auto-entrepreneurs, portée par les vellétés d'activité de personnes au chômage, a maintenu sa progression.

## Le pouvoir d'achat affecté par la baisse du salaire moyen

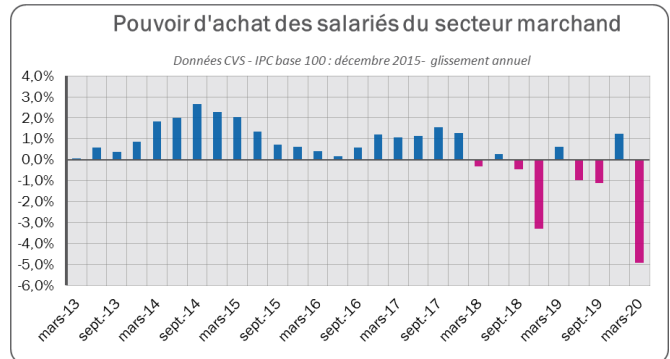
L'inflation à fin mars est ressortie positive, avec une augmentation annuelle des prix de 1,4% en moyenne trimestrielle. Cette croissance a été principalement soutenue par l'énergie et les produits pétroliers (+6%) et dans une moindre mesure l'alimentation (+2,2%).

En y regardant de plus près, les prix ont rebondi en février, +2% en rythme annuel, soutenu par la hausse de l'énergie et des produits pétroliers (+9%). Seuls les produits manufacturés ont été contenus (-0,4%) par la saison des soldes.



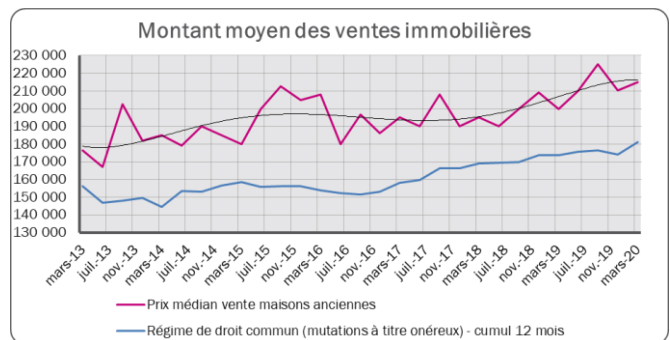
Source : INSEE - calculs Nexa

Conjuguée à cette inflation, une subite chute du salaire moyen dans le secteur privé a sévèrement entamé le pouvoir d'achat. Cette chute provient de la mise œuvre des mesures du chômage partiel de 50 000 salariés à fin mars, et tient compte de la compensation par la prise en charge des salaires à 80% par l'Etat.



Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

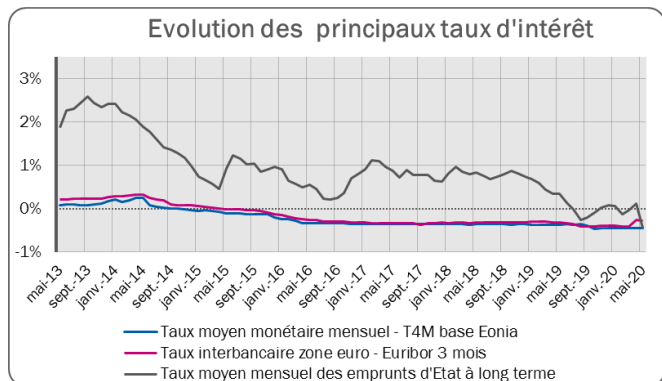
Sur le marché immobilier, alors que les transactions ont été gelées en mars, les prix ont augmenté sur la plupart des segments. Dans le cas des maisons individuelles, l'observatoire des Notaires enregistrait une hausse des prix de vente de 7,5%, correspondant à la tendance sur une année cumulée.



Source : CGEDD/MEDOC

## ◆ L'investissement

Bénéficiant de la politique de taux accommodante de la Banque Centrale Européenne, les conditions d'emprunt pour les entreprises sont restées attractives. Les principaux taux d'intérêt interbancaires sont restés en terrain négatifs !



Source : IEDOM

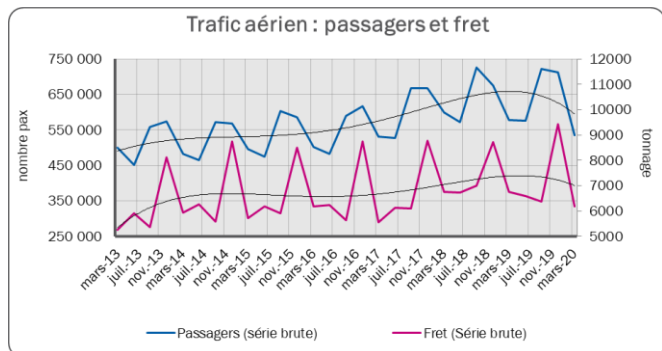
Au premier trimestre à La Réunion, le coût du crédit a diminué pour les découverts et l'escompte (respectivement -0,4 et -1,59 point) tandis qu'il progressait pour l'équipement (+0,5 point) et restait inchangé pour l'immobilier.

Au total les encours sains des sociétés non financières ont atteint 9 523 M€, inchangé en trimestriel mais progression de +2,5% en un an. Ces crédits sont majoritairement destinés à l'investissement 4 358 M€, et à l'immobilier 4 324 M€, soit une croissance annuelle respective de 4,2% et 1,4%.

## Les tendances sectorielles

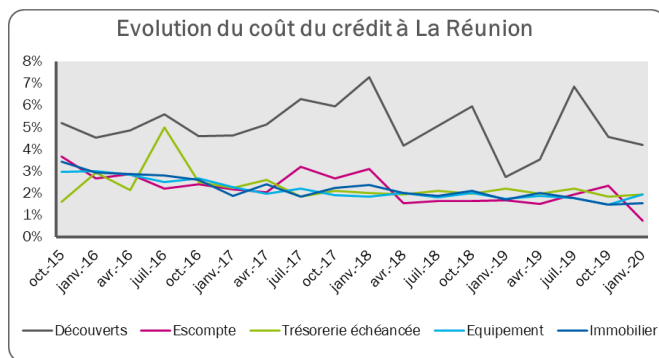
Au-delà des agrégats macro-économiques, les statistiques sectorielles permettent une analyse plus fine de la conjoncture économique en révélant les contrastes apparents des différents pans de l'économie réunionnaise.

### ◆ L'aérien contraint à réduire la voile



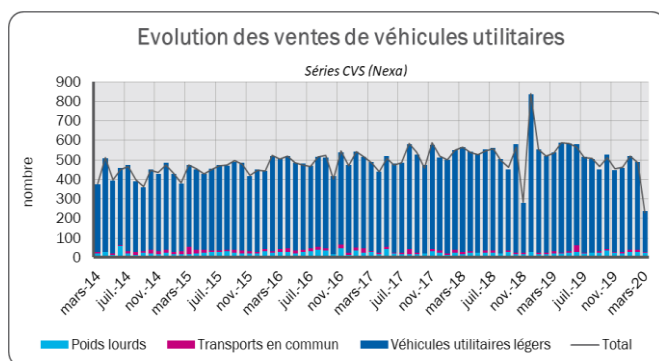
Source : Aéroports Roland Garros et Pierrefonds

Forcées à l'arrêt à la mi-mars, avec quelques vols nationaux encore autorisés pour les motifs impérieux, les compagnies ont subi de plein fouet la mesure et n'ont pu maintenir à niveau leur fréquentation.



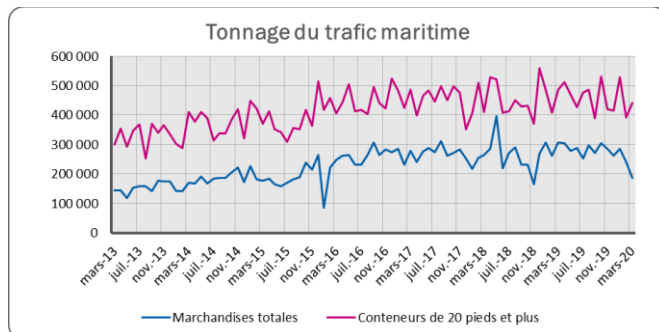
Source : IEDOM

En termes de parc automobile, les entreprises ont dû geler leurs commandes à la mi-mars. Au total, 230 véhicules ont été immatriculés, soit la moitié des ventes trimestrielles habituelles. Ce retrait concerne majoritairement les véhicules légers, le nombre poids lourds vendus suit la moyenne avec 25 unités dans au cours du trimestre.



Source : FCA - Soes RSVERO depuis 2012

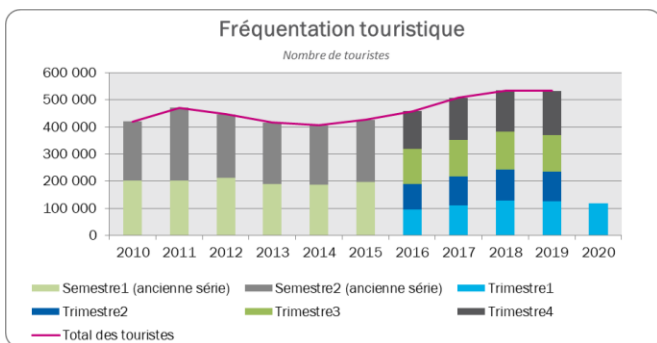
Le mois de mars a vu la fréquentation chuter lourdement de -35% en glissement annuel. Au final, le trafic aérien s'est contracté de -25,6% par rapport au trimestre précédent et de -7,6% par rapport à 2019 avec 534 378 passagers accueillis dans les aéroports.



Source : Grand Port Maritime de La Réunion

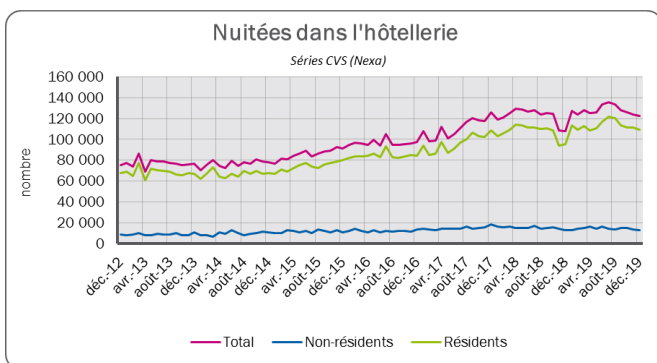
Du côté maritime, le confinement a eu relativement moins d'impact. La mesure a tout de même provoqué le détournement des navires vers l'île Maurice durant les premières semaines de restriction. Sur le trimestre, le volume de marchandises a légèrement reculé de -1,3% avec 1,362 MT échangées.

## Le tourisme stoppé en plein essor



Source : INSEE, IRT/MTA

Les professionnels du tourisme ont été parmi les premiers à être touchés par la crise sanitaire dès le 17 mars. La fermeture non anticipée des restaurants et établissements hôteliers a rompu la dynamique observée en janvier et février. Les deux premiers mois se sont en effet avérés meilleurs que ceux de l'année précédente. Au total, avec 117 703 touristes enregistrés, le trimestre s'en sort avec une baisse de -6,5% par rapport au premier trimestre 2019.



Source : INSEE national

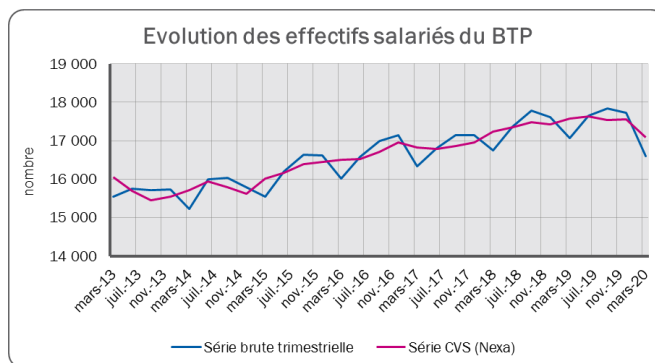
A ce jour, le recensement des nuitées et des chambres occupées n'a pu être livré pour le premier trimestre. Le bilan sera inévitablement catastrophique pour les hôteliers qui ont dû renvoyer leurs clients et annuler les réservations. Alors qu'ils espéraient se remettre des répercussions de la crise des Gilets Jaunes, seules les réquisitions pour les quarantaines de 7 jours ont mobilisé de rares établissements avec des services restreints.

Par ailleurs, c'est l'ensemble des activités concernées par l'accueil des touristes qui a subi le même sort : agences de voyages, locations de voitures, sports et loisirs de nature, musées, gîtes et chambres d'hôtes

## Les chantiers mis à l'arrêt

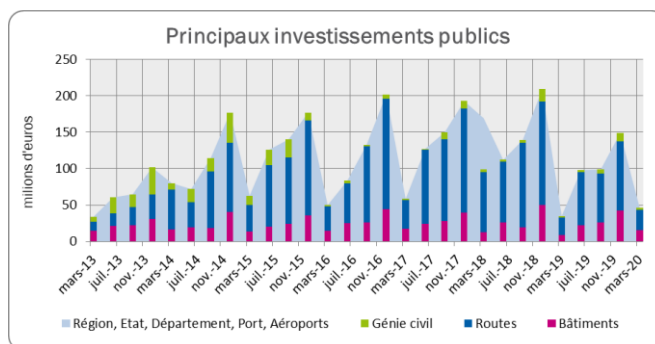
Comme les autres secteurs « non essentiels », les professionnels de la construction ont été contraints à stopper leurs activités à la mi-mars : bâtiments et travaux publics, industrie des matériaux et installations de gestion de déchets.

En tenant compte du mois de janvier traditionnellement consacré aux vacances, le trimestre s'est terminé sur une note négative pour les effectifs. A fin mars, les entreprises comptaient 16 606 salariés en poste, en baisse de -2,7% sur une année.



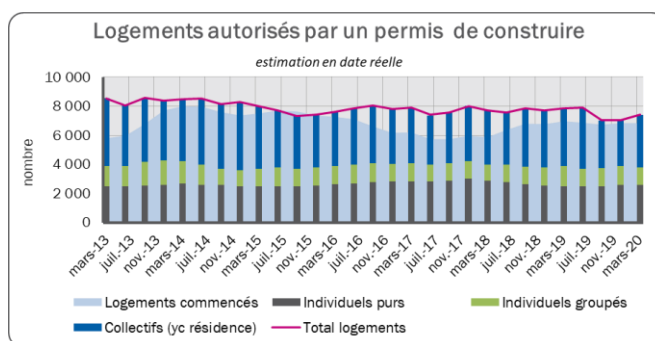
Source : CCP BTP

En début de période, la commande publique a pu apporter un peu d'oxygène avec les chantiers déjà démarrés : les principaux maîtres d'ouvrages ont mandaté 46,1 M€, +32% en glissement annuel. Toutefois, les professionnels s'inquiètent déjà des répercussions des élections communales dont le second tour a été annulé ou dont l'installation des conseils municipaux a été reportée.



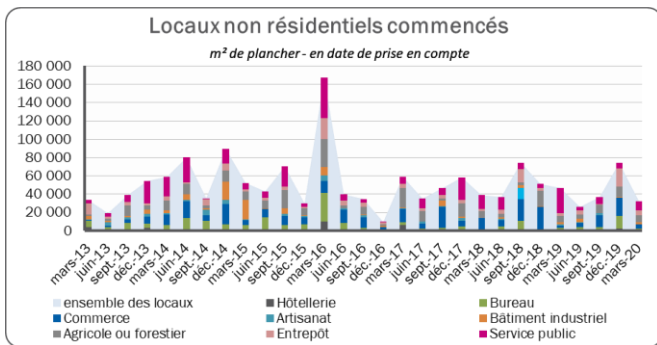
Source : CER BTP

En termes de permis de construire, 7 433 logements ont été autorisés, en cumul sur les douze derniers mois. Si le chiffre s'améliore par rapport au trimestre précédent, l'orientation reste négative en rythme annuel à -5,1%. Ce résultat reflète essentiellement la situation des logements collectifs qui malgré une baisse tendancielle, ont connu un rebond ce trimestre.



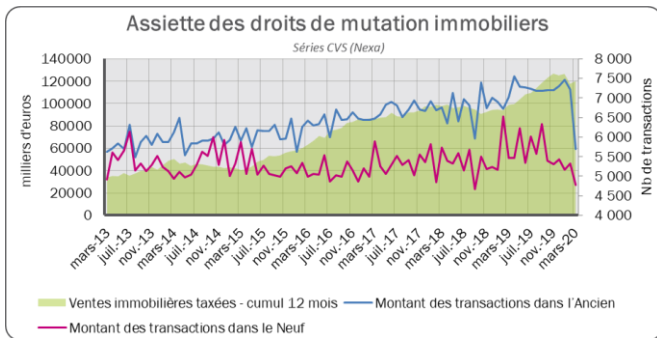
Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

Enfin, en ce qui concerne les locaux non résidentiels, 32 433 m<sup>2</sup> de surfaces ont démarré au cours du trimestre, correspondant à un recul de -31% par rapport au premier trimestre 2019. Ont été particulièrement touchés, les surfaces de locaux hôteliers, artisanaux ou d'enseignement (-89%, -74% et -75%). En revanche, étaient en hausse les surfaces de locaux commerciaux, de stockage ou de culture/loisir (+92%, +83%, et + 294%).



Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

### Les transactions immobilières paralysées



Source : CGEDD-MEDOC

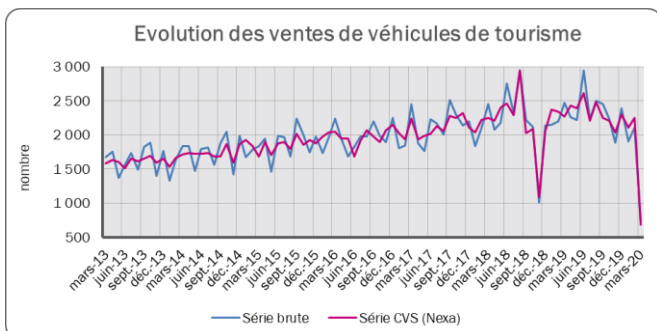
Les agences immobilières fermées à la mi-mars, les transactions ont logiquement effectué un repli : 7 472 ventes étaient enregistrées en cumul sur un an, soit -1,4% de moins que le trimestre précédent. Le marché persiste cependant sur une croissance annuelle positive à +10,9%.

En volume, avec un total de 112,5 M€ de transactions mensuelles, le secteur a perdu 69 M€ soit 40% de chiffres d'affaires, principalement sur les ventes de logements anciens.

### Les commerces alimentaires pris d'assaut

A la fin du premier trimestre, comme les autres secteurs, le commerce a subi de plein fouet les effets du confinement de la population. Toutefois, tous les commerçants n'ont pas été logés à la même enseigne puisque seuls les commerces « essentiels » restaient accessibles.

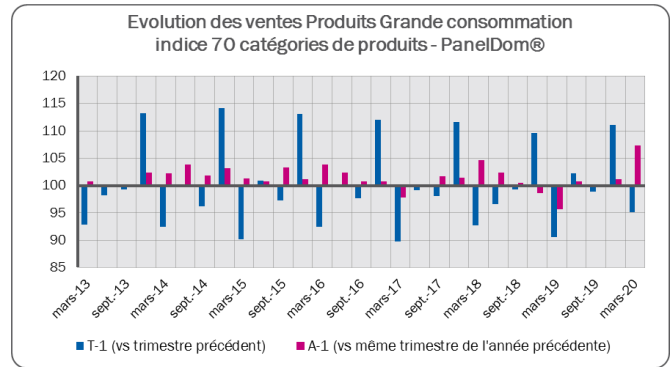
A titre d'illustration, l'effondrement des ventes automobiles en mars, avec 700 véhicules vendus, nettement en deçà du creux provoqués par la crise des Gilets Jaunes fin 2018. Le trimestre clôturé sur une chute de -30% par rapport au premier trimestre 2019.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

Par ailleurs, face à une peur de la pénurie, les ménages de l'île se sont rués vers les grandes surfaces alimentaires pour constituer des réserves. En conséquence, les ventes de produits de grande consommation, bien qu'en retrait par rapport au dernier trimestre « avantagé par les fêtes », ont nettement bondi : plus 7,3 points par rapport à l'année précédente.

Cet assaut a particulièrement été constaté par le GIE-CB (Cartes bancaires), pour qui les transactions pour l'alimentaire ont plus que triplé le 16 mars par rapport à la même date en 2019.



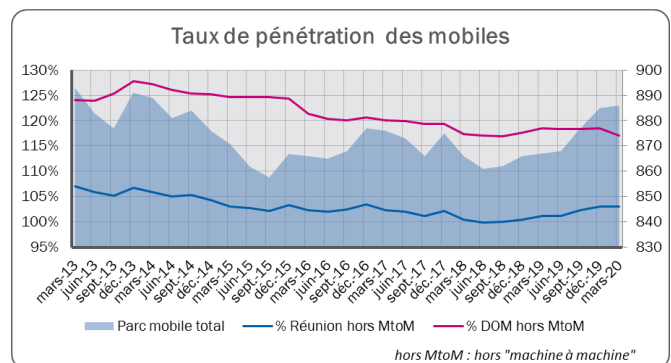
Source : IPSOS

### La filière numérique sous pression

Avec le confinement et l'appel au télétravail par le gouvernement, un grand nombre d'entreprises des services numériques ont eu à faire face à un pic d'activité à la fin mars, non mesurable par les indicateurs existants.

En effet, la plupart des entreprises de l'île ne sont pas organisées pour le mode de travail à distance qui nécessite une adaptation des moyens et matériels informatiques. Dans l'urgence, les sociétés spécialisées ont été appelées pour des interventions permettant l'accès à des serveurs ou la fourniture d'équipements.

En ce qui concerne la téléphonie mobile, le taux de pénétration a gagné 1,9 point en un an tandis que le parc mobile progressait de 2,2% en glissement annuel à 886 000 unités.



Source : ARCEP

# Les évènements marquants récents

## Janvier

### ◆ Entreprises

La CPME et Antenne Réunion ont co-organisé pour la 4ème fois le **Trophée Entreprise & Territoire**, destiné à mettre en valeur les entreprises engagées pour le territoire réunionnais. L'objectif de l'évènement est de promouvoir le développement des entreprises locales à travers plusieurs récompenses et dotations (label RSE/AFNOR, séjour sur un salon européen, espace publicitaire, etc.), offerts par les partenaires Groupama, Urcoopa, Zeop, Air France, La Région Réunion et l'IAE Réunion.

### ◆ Enseignement supérieur

L'Université de La Réunion a été récompensée de deux prix par le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour ses « innovations pédagogiques » :

Le premier a été décerné pour le diplôme universitaire **Cycle Préparatoire aux Etudes Supérieures et à l'Insertion Professionnelle** (CPESIP), qui est une année de transition lycée-université, axée sur la définition du projet professionnel de l'étudiant.

Le second est un certificat d'excellence dans la catégorie « Formation tout au long de la vie » accordé au diplôme universitaire d'**addictologie Océan Indien**.

### ◆ Artisanat

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) de La Réunion a lancé sa 1ère édition de la **Semaine de l'apprentissage**, destinée à renforcer la filière artisanale par le biais de démonstrations, de découvertes culinaires et d'expositions. Accessible au grand public dans les centres de formations de la CMAR, ces évènements ont pour but d'attirer de futurs apprentis qui pourront se former au sein d'entreprises reconnues à travers l'apprentissage.

### ◆ Visite ministérielle

La secrétaire d'État des Solidarités et de la Santé, Madame Christelle Dubos, est venue à la rencontre des collectivités et des représentants de l'État afin de discuter des dossiers de lutte contre la précarité, d'accès aux soins et aux droits sociaux et de recentralisation du RSA. Dans ce cadre, elle a participé à la 2ème **Conférence des acteurs de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté**, en présence de 250 acteurs.

## Février

### ◆ Innovation

La 7ème édition des **24 heures de l'innovation** a réuni 450 élèves et 50 enseignants, répartis dans 13 lycées. Ont été primés des sujets proposés par Air austral et EDF Réunion, relatifs à l'énergie et aux transports : le supercarburant de demain, les économies d'énergie et le moyen de transport de demain. Le palmarès revient aux équipes d'établissements : n°1 lycée Bellepierre - collège Juliette Dodu, n°2 lycée Roland Garros - collège Marthe Robin et n°3 lycée Jean Hinglo - collège Raymond Albius - école d'Architecture.

### ◆ Formation

La 5ème édition du **Forum Sup' des formations du tertiaire** organisée par la Cité des métiers attendait 2 000 lycéens pour les 35 partenaires exposants. 5 filières ont été mises en avant : tourisme, immobilier, transport et logistique, commerce. Au programme, stands d'informations, ateliers et accompagnements, tests d'orientation, conférence et temps d'échanges.

### ◆ Maritime

Le Secrétaire général de la mer, Denis ROBIN a participé à la **Conférence maritime régionale**. L'objectif était d'échanger sur les principaux enjeux de la zone maritime sud Océan Indien et de déterminer les axes d'actions des administrations concernées par l'action de l'État en mer. Le programme de la visite prévoyait également la **promotion de l'économie bleue** avec les acteurs locaux et la rencontre des membres du CROSS et de la SNSM.

## Mars

### ◆ Agriculture

La Réunion a été hautement représentée à l'édition 2020 du **Salon de l'Agriculture** à Paris avec un « village Réunion » de 28 agriculteurs réunionnais. Les producteurs locaux ont remporté 7 médailles dont 5 en or au Concours Général Agricole. Ont été récompensés les produits du terroir, confitures (Plantation Mélissa et Tipopéi), miel (Baies Roses de Bernard Savreux) et les rhums réunionnais (Rivière du Mât et Rhum Métiss).

# L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

Les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Pour en savoir plus : [www.nexa.re/observer-la-reunion](http://www.nexa.re/observer-la-reunion)

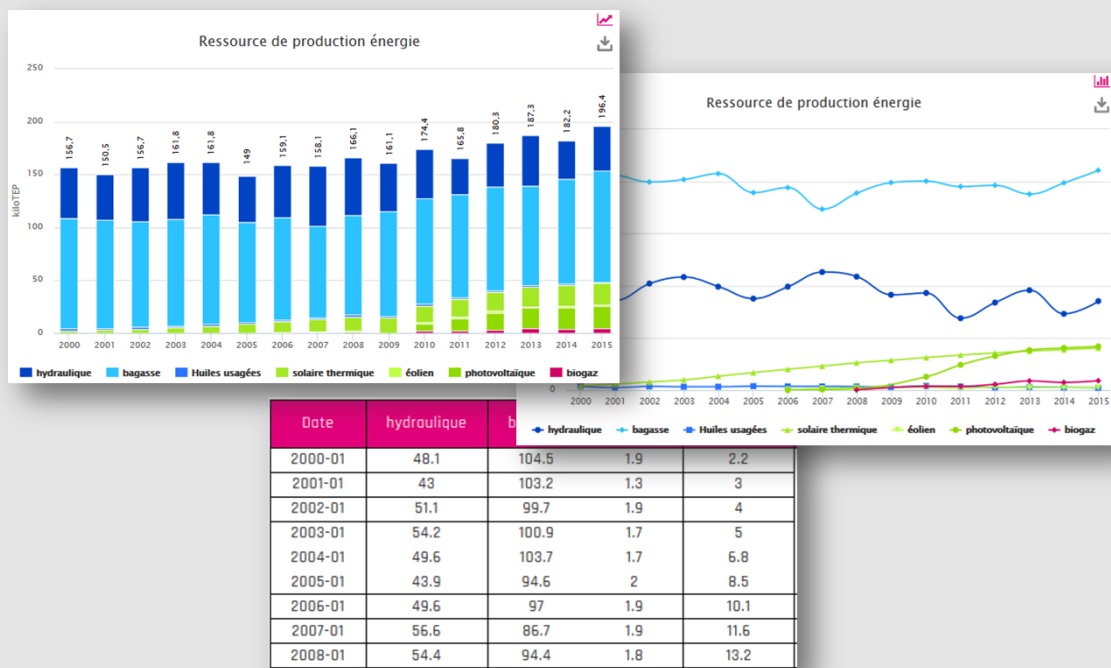
## Nexstat - Open Data La Réunion

nexstat  
OPEN DATA LA RÉUNION

A travers sa mission d'observatoire de l'économie régional, NEXA organise le recensement, la collecte, le traitement et la centralisation de données socio-économiques récoltées auprès de différents organismes producteurs statistiques.

Dans une optique de centralisation des informations, afin de réduire le fractionnement des données et permettre une accessibilité facilitée, NEXA souhaite mettre à disposition d'utilisateurs potentiels un portail de données ouvertes (Open Data).

L'intérêt est de fournir à un large public, des données libres de droits pouvant être extraites et réutilisées à des fins d'information, de recherche ou de support de développement d'activité.



Pour en savoir plus : <http://www.nexstat.re>



« Le programme d'actions 2020 » est cofinancé par l'Union européenne et la Région Réunion

